

Collectif « SPANC Sud  
Sainte-Baume le Juste Prix »  
Monsieur Georges TUA  
376, chemin du Destel  
Le Broussan  
83330 EVENOS

Paris, le - 7 JUIN 2018

A rappeler dans toute correspondance  
N/Réf : MSP-SP n°17-000311-CG/FL

Interlocutrice : Céline GIRARDOT  
Téléphone : 01.53.29.22.00  
Fax : 01.53.29.61.79  
Courriel : celine.girardot@defenseurdesdroits.fr



Monsieur,

Vous avez saisi, pour le compte du collectif « SPANC Sud Sainte-Baume le Juste Prix », le Défenseur des droits d'une réclamation relative au montant de la redevance pour le contrôle périodique des installations d'assainissement non collectif fixé par le SPANC Sud Sainte-Baume géré en délégation de service public.

Comme je vous l'ai indiqué dans mon courrier du 22 mars 2017, à la suite des premiers éléments de réponse apportés par la communauté d'agglomération Sud Sainte-Baume, je n'ai pas manqué de prendre de nouveau attache auprès de cette dernière pour connaître les résultats de l'analyse des données contenues dans le rapport du délégataire au titre de l'exercice 2016 et les propositions de gestion à venir du service public d'assainissement non collectif (mode de gestion et tarifs).

Par courrier en date du 24 avril 2018, la communauté d'agglomération Sud Sainte-Baume indique la volonté des *« élus de la communauté d' agglomération et leur détermination pour trouver une issue positive à ce dossier [...], mettant gravement en péril l'objectif environnemental qui a présidé à sa mise en place par l'Etat »*.

La communauté d'agglomération rappelle l'ensemble des réunions qui se sont tenues dans ce dossier avec les différents intervenants entre juillet et octobre 2017.

Elle précise qu'*« après plusieurs réunions et débats entre élus, la piste la plus pragmatique envisagée pourrait se concrétiser par une fin anticipée de la DSP en 2018, en plein accord avec le délégataire »* qui *« reçu à plusieurs reprises dans cette perspective, [...] doit présenter prochainement sa demande de clôture anticipée de son contrat de délégation de service public, avec un plan de cession complet et détaillé, au niveau technique et financier, ainsi que la reprise des fichiers nominatifs des administrés concernés.*

**Vous pensez que vos droits n'ont pas été respectés ? Écrivez gratuitement au Défenseur des droits**

Défenseur des droits - Libre réponse 71120 - 75342 Paris Cedex 07

+33 (0) 1 53 29 22 00 [www.defenseurdesdroits.fr](http://www.defenseurdesdroits.fr)